



NON

À LA RÉFORME DES DIPLÔMES DU TRAVAIL SOCIAL !

Le 2 juillet 2025, lors de la Commission Professionnelle Consultative (CPC), le Ministère de la Santé, via la DGCS (Direction Générale de La Cohésion Sociale), a validé en catimini la réforme des Diplômes d'État de niveau 6 :

- ➔ DEES (Éducateur Spécialisé)
- ➔ DEEJE (Éducateur de Jeunes Enfants)
- ➔ DEETS (Éducateur Technique Spécialisé)
- ➔ DECESF (Conseiller en Économie Sociale et Familiale)
- ➔ DEASS (Assistant de Service Social)

Cette validation s'est faite contre l'avis de la CGT et de FO, seules organisations représentatives des professionnels à s'y opposer.

Les syndicats CFDT et CFE-CGC au côté du Patronat (MEDEF, CPME, U2P, UDES, AXESS) et l'ensemble des ministères présents ont validé sans jamais apporter d'éléments d'analyse concrets.

POUR LA CGT, CETTE RÉFORME EST ILLÉGITIME

Depuis le début, la CGT n'a eu de cesse de démontrer l'absence de fondement de cette réforme.

Le gouvernement, sous couvert d'attractivité des métiers, choisit une stratégie dangereuse : détricoter les diplômes plutôt que s'attaquer aux vrais problèmes :

- Salaires trop bas
- Conditions de travail dégradées
- Perte de sens du métier et travail empêché

Pendant ce temps, la DGCS préfère préserver sa proximité avec le patronat, hostile aux travailleurs et à leurs représentants.

UN JEU DE DUPES MINISTÉRIEL ?

Le 24 juin, la ministre Catherine Vautrin, par l'intermédiaire de son cabinet, a rencontré les organisations en désaccord avec la réforme et a annoncé un report d'un an pour éclaircir de nombreux points fragiles.

Le lendemain, la DGCS balayait cette annonce d'un revers de main, validant la réforme dès le 2 juillet.

Qui décide ? La Ministre ou son administration ?

Pourquoi une telle précipitation à entériner une réforme si contestée ?

L'UNANIMITÉ DU PATRONAT DOIT NOUS ALERTER.

Quand tout le patronat applaudit une réforme ministérielle, les travailleurs doivent se méfier.

Jamais cela n'a été synonyme de progrès social.

Nous continuerons à nous opposer à cette réforme injuste, technocratique, construite sans concertation réelle avec les professionnels de terrain.

NOUS EXIGEONS :

- ➔ L'abandon de cette réforme
- ➔ Une vraie politique d'attractivité : revalorisation salariale, amélioration des conditions de travail,
- ➔ LA reconnaissance des qualifications
- ➔ La prise en compte réelle de la sinistralité du secteur
- ➔ Le respect de la parole des professionnel-le-s



Refusons ensemble le mépris et la casse du travail social !

La CGT, aux côtés des professionnel-le-s, pour défendre nos métiers et nos diplômes.

LA CGT NE LÂCHE RIEN !